

**Nations unies - Dialogue de haut
niveau «Bâtir une paix durable pour
tous : les synergies entre l'agenda
2030 de développement durable et
une paix durable» - Intervention de
M. Jean-Marie Le Guen, secrétaire
d'État chargé du développement et
de la Francophonie - Assemblée
générale**

(New York, 24 janvier 2017)

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Excellences,

Chers amis,

Je souhaitais tout d'abord remercier le président de l'assemblée générale d'avoir pris l'initiative si pertinente de cette réunion de haut niveau sur la «paix durable pour tous et les synergies avec l'agenda 2030 de développement durable».

Comme l'a bien souligné notre secrétaire général dans son intervention, investir dans tous les aspects du développement durable contribue à assurer une paix durable. Investir dans l'éducation, dans les droits des femmes, dans l'énergie renouvelable, dans la santé, c'est investir pour la paix.

À l'inverse, assurer la paix et la sécurité est une condition intrinsèque du développement. Prévenir les conflits, mener une diplomatie pour la paix sont essentiels pour garantir le développement.

C'est pourquoi l'ensemble du système des Nations unies doit travailler en synergie. Le conseil de sécurité, l'assemblée générale et tous les organisations, fonds et programmes.

J'ai écouté ce matin tous les orateurs et j'ai le sentiment que nous sommes vraiment très proches ; chacun sent bien l'urgence d'une nouvelle approche ; nos conceptions sont voisines. Il faut simplement - et c'est difficile - passer de la théorie à la pratique.

I-Avant d'en venir à notre sujet, je voudrais souligner à quel point la France croit aux Nations

unies.

Il est parfois de bon ton de dénigrer l'Organisation pourtant elle a fait preuve d'une détermination exemplaire ces dernières années. Le succès des accords de New York, d'Addis-Abeba, de Sendai et de Paris, celui de Quito plus récemment encore, devrait faire taire tous les défaitistes.

L'accord de Paris sur le climat et son entrée en vigueur exceptionnellement rapide est un signe que les États ont compris l'importance de travailler ensemble pour relever les grands défis du XXIème siècle.

Le conseil de sécurité, avec l'appui de la commission de consolidation de la paix et de l'ensemble du système des Nations unies, a prévenu ou résolu de nombreux conflits. Mais nous le disons tous ce n'est pas suffisant. Bien des pays sont toujours déchirés par des guerres atroces, le martyre d'Alep en est, hélas, l'une des illustrations récentes les plus terribles ; le fléau de la grande pauvreté demeure ; et le défi climatique est toujours bien présent.

C'est pourquoi nous devons passer à la vitesse supérieure.

II-Que faire ?

Pour la France, trois pistes de réformes doivent être prioritaires :

- plus d'unité dans l'action, tant dans les approches que dans les acteurs ;
- plus d'écoute et de responsabilités accordées aux acteurs de terrain ;
- enfin, une information plus pertinente.

1- Plus d'unité dans l'action

Il faut plus d'unité car les questions sont si complexes qu'il n'y a pas de «remède miracle» et que souvent une action peut en contredire une autre.

Le système des Nations unies a de grandes ressources et une grande compétence mais il demeure cloisonné, comme l'a souligné le secrétaire général lors de son discours d'investiture. Ses propositions de réformes sont nécessaires et utiles, et la France les approuve pleinement. La création d'un comité exécutif de haut niveau destiné à donner les bonnes impulsions en ce sens est une excellente initiative.

Comme je l'ai dit précédemment, il faut que le conseil de sécurité, les agences et programmes de développement, les agences humanitaires, les institutions financières internationales, de concert avec les États membres, travaillent ensemble. Mais aussi, lorsque cela est possible et ça l'est souvent, la société civile et le secteur privé doivent être solidaires et travailler dans la même direction. Nul ne peut résoudre seul ces problèmes.

Naturellement, cela nous demandera à tous un effort : si nous voulons que les agences et les programmes marchent de concert, il ne suffit pas de le demander à l'assemblée générale ou au conseil de sécurité ; il faut s'en assurer dans le suivi de leurs actions et l'exiger dans les conseils d'administration. Et, de notre côté, nous devons veiller à assurer un financement plus prévisible et assurer un suivi de l'agenda 2030.

2-Des acteurs de terrain plus écoutés

Mais pour y arriver, je crois qu'il y a une deuxième condition clef : c'est que nous soyons plus à l'écoute des acteurs du terrain.

Nous comptons en particulier sur les commissions de configuration pays qui doivent guider et conseiller le conseil de sécurité.

Nous comptons aussi sur les bureaux régionaux des Nations unies, déterminants pour prévenir les crises et pour consolider la paix.

Nous pensons qu'il faut renforcer les résidents coordonnateurs en tant que clef de voûte de la coordination sur le terrain.

Enfin, la commission de consolidation de la paix est essentielle et je tiens à saluer l'action remarquable de l'ambassadeur Kamau.

3-Une information plus pertinente

Enfin, nous devons tirer effectivement les enseignements de nos succès, mais aussi de nos échecs.

C'est une évidence, mais qui, je crois, n'est pas assez prise en compte.

Nous sommes abreuvés de trop de rapports de suivi ; nous sommes parfois surinformés et sous-informés ; il faut aller à l'essentiel et évaluer l'ensemble de nos politiques publiques.

Conclusion :

Voilà, Monsieur le Président, les quelques réflexions dont je voulais vous faire part.

En un mot : la France croit aux Nations unies. Nous ne relèverons les défis du XXIème siècle qu'avec des Nations unies fortes, solidaires, à l'écoute du terrain.

Je vous remercie de votre attention./.